

2

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR SOCIO-CULTUREL  
DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE ET GERMANOPHONE ET DE LA  
REGION WALLONNE**

**Convention collective de travail du 10 mars 2006 dérogeant, en ce qui concerne  
l'année de référence 2005, à la convention collective de travail du  
19 novembre 2004 concernant l'octroi d'une prime syndicale au personnel du  
secteur socio-culturel dépendant de la Communauté française et modifiant le  
formulaire de demande de prime syndicale.**

**Article 1<sup>er</sup>.**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs ressortissant à la Sous-Commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne et dont l'établissement relève d'un des dispositifs d'agrément et/ou de subventionnement suivants :

- Ateliers de production et d'accueil, agréés et subventionnés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juillet 1990 relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil en matière de films et de vidéogrammes et par l'arrêté du 23 février 2000 agréant l'asbl Atelier de création sonore et radiophonique en qualité de structure d'accueil en matière de création radiophonique;
- Bibliothèques, agréées et subventionnées en vertu du décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture, modifié par les décrets des 21 octobre 1988, 19 juillet 1991 et 30 novembre 1992, en ce qu'il vise les associations et fondations de droit privé reconnues comme bibliothèques publiques;
- Centres culturels, agréés et subventionnés en vertu du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels et modifié par le décret du 10 avril 1995;
- Centres de jeunes, agréés et subventionnés en vertu du décret du 20 juillet 2000, déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;
- Organisations d'Éducation permanente, agréées et subventionnées en vertu de l'Arrêté Royal du 5 septembre 1921, de l'Arrêté Royal du 4 avril 1925, de l'Arrêté Royal 16 juillet 1971, du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'Education permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socioculturelle des travailleurs et du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente;
- Fédérations sportives, agréées et subventionnées en vertu du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française;
- La Médiathèque, agréée et subventionnée en vertu de l'Arrêté royal du 7 avril 1971;
- Organisations de jeunesse, agréées et subventionnées en vertu du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ;

NEERLEGGING-DEPOT

REGISTR.-ENREGISTR.

2 9 -03- 2006

1 1 -04- 2006

NR. 49.392/60/329.02  
N°

- Télévisions locales, agréées et subventionnées en vertu de l'article 74 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

Par « travailleurs », on entend les travailleurs masculins et féminins.

**Art. 2.**

En dérogation à l'article 4 de la convention collective de travail du 19 novembre 2004 concernant l'octroi d'une prime syndicale au personnel du secteur socioculturel dépendant de la Communauté Française, le Fonds intersyndical enverra aux employeurs les formulaires de demande de prime syndicale relatifs à l'année de référence 2005 au plus tard le 30 avril 2006.

**Art. 3.**

En dérogation à l'article 5 de la convention collective de travail du 19 novembre 2004 précitée, les employeurs sont tenus de remettre à tous les travailleurs, avec la fiche de paie du mois de mai 2006, le formulaire de demande de prime concernant l'année de référence 2005. Dans le cas des travailleurs qui ne font plus partie du personnel au mois de mai 2006, les employeurs remettent le formulaire aux travailleurs au moment de leur départ de l'institution ou leur font parvenir par courrier au plus tard le 31 mai 2006.

**Art. 4.**

Les formulaires de demande de prime visé à l'article 4 de la convention collective de travail précitée sont modifiés. Les nouveaux formulaires reprendront les données figurant en annexe.

En dérogation aux éléments repris en annexe, pour ce qui concerne l'année de référence 2005, les travailleurs syndiqués doivent retourner ce formulaire complété à leur organisation syndicale avant le 31 juillet 2006.

**Art. 5.**

La présente convention collective de travail produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2006. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Toutefois, les articles 2, 3 et 4 alinéa 2 cesseront d'être en vigueur le 31 décembre 2006.

La présente convention collective de travail peut, en ce qui concerne ses dispositions à durée indéterminée, être dénoncée moyennant un préavis de six mois notifié par courrier recommandé au Président de la Sous-commission paritaire pour le secteur socio-culturel de la Communauté française et germanophone et de la Région wallonne, qui en informe les autres parties.



# FONDS INTERSYNDICAL DES SECTEURS DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE

n°

## SECTEUR SOCIOCULTUREL

### DEMANDE DE PRIME SYNDICALE EXERCICE 200. . . . . - PAYABLE EN 200. ....

Ce formulaire est délivré dans le cadre du paiement de la prime syndicale au personnel des secteurs NON MARCHAND dépendant de la Communauté française, relevant exclusivement des secteurs repris au verso. Les travailleurs syndiqués doivent retourner ce formulaire à leur organisation syndicale avant le mois de mars 200...

#### **A COMPLETER PAR L'EMPLOYEUR**

##### **IDENTIFICATION DE L'EMPLOYEUR**

Cachet de l'employeur.

NOM DE L'ASSOCIATION : .....

ADRESSE : .....

N° ONSS : ..... S-C.P. 329.02

**SECTEUR(S)** : *prière de cocher, au verso du présent document, le(s) secteur(s) dont vous relevez*

##### **IDENTIFICATION DU TRAVAILLEUR**

NOM.....Prénom

ADRESSE:.....

PERIODE D'OCCUPATION : .....

FRACTION D'OCCUPATION : .....

Je certifie les informations communiquées sincères et complètes

Signature de l'employeur ou de son représentant: .....

#### **A COMPLETER PAR LE TRAVAILLEUR**

ORGANISATION SYNDICALE : .....

N° D'AFFILIATION : .....

DATE D'AFFILIATION : .....

N° DE COMPTE POUR REMBOURSEMENT :

...../...../.....

COTISATION SYNDICALE :      • Temps plein                      • Temps partiel

Je certifie les informations communiquées sincères et complètes.

Date : ..... Signature : .....

- **Ateliers de production et d'accueil**, agréés et subventionnés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif du 26 juillet 1990 relatif à l'agrément et au subventionnement des ateliers de production et d'accueil en matière de films et de **vidéogrammes** et par l'arrêté du 23 février 2000 agréant l'asbl Atelier de création sonore et radiophonique en qualité de structure d'accueil en matière de création radiophonique;
- **Bibliothèques**, agréées et subventionnées en vertu du décret du 28 février 1978 organisant le Service public de la lecture, modifié par les décrets des 21 octobre 1988, 19 juillet 1991 et 30 novembre 1992, en ce qu'il vise les associations et fondations de droit privé reconnues comme bibliothèques publiques;
- **Centres culturels**, agréés et subventionnés en vertu du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des Centres culturels et modifié par le décret du 10 avril 1995;
- **Centres de jeunes**, agréés et subventionnés en vertu du décret du 20 juillet 2000, déterminant les conditions de reconnaissance et de subventionnement des maisons de jeunes, centres de rencontres et d'hébergement et centres d'information des jeunes et de leurs fédérations;
- **Organisations d'Éducation permanente**, agréées et subventionnées en vertu de l'Arrêté Royal du 5 septembre 1921, de l'Arrêté Royal du 4 avril 1925, de l'Arrêté Royal du 16 juillet 1971, du décret du 8 avril 1976 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations d'Éducation permanente des adultes en général et aux organisations de promotion socioculturelle des travailleurs et du décret du 17 juillet 2003 relatif au soutien de l'action associative dans le champ de l'éducation permanente;
- **Fédérations sportives**, agréées et subventionnées en vertu du décret du 26 avril 1999 organisant le sport en Communauté française;
- **La Médiathèque**, agréée et subventionnée en vertu de l'Arrêté royal du 7 avril 1971;
- D Organisations de jeunesse**, agréées et subventionnées en vertu du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse ;
- **Télévisions locales**, agréées et subventionnées en vertu de l'article 74 du décret du 27 février 2003 sur la radiodiffusion.

**N.B. Seuls les formulaires numérotés et fournis par le Fonds Intersyndical des Secteurs de la Communauté Française seront pris en compte.**

e

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE SOCIO-CULTURELE SECTOR VAN  
DE FRANSTALIGE EN DUITSTALIGE GEMEENSCHAP EN HET WAALSE  
GEWEST**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 maart 2006 tot afwijking, voor wat betreft het referentiejaar 2005, van de collectieve arbeidsovereenkomst van 19 november 2004 betreffende de toekenning van een vakbondspremie aan het personeel van de socio-culturele sector dat afhangt van de Franse Gemeenschap en tot wijziging van het formulier tot aanvraag van een vakbondspremie.

**Artikel 1**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de werknemers die ressorteren onder het Paritair Comité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest en waarvan de instelling valt onder een van de volgende erkennings- en/of subsidiëeringsregelingen :

- Productie- en gastateliers, erkend en gesubsidieerd krachtens het besluit van de Executieve van 26 juli 1990 betreffende de erkenning en de betoelaging van de productieateliers en de gastateliers voor films en videogrammen en door het besluit van 23 februari 2000 tot erkenning van de V.Z.W. "Atelier de création sonore et radiophonique" als onthaalstructuur inzake creatie op radio;
- - Bibliotheken, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening, gewijzigd door de decreten van 21 oktober 1988, 19 juli 1991 en 30 november 1992, voor zover het betrekking heeft op de privaatrechtelijke verenigingen en stichtingen erkend als openbare bibliotheken;
- - Culturele centra, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, gewijzigd door het decreet van 10 april 1995;
- - Jeugdhuizen, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 20 juli 2000, tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiering van jeugdhuizen, van ontmoetings- en accommodatiecentra, van jongeren informatiecentra en van hun federaties;
- - Organisaties voor permanente opvoeding, erkend en gesubsidieerd krachtens het Koninklijk Besluit van 5 september 1921, het Koninklijk Besluit van 4 april 1925, het Koninklijk Besluit van 16 juli 1971, het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente vorming van de volwassenen in het algemeen en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders en het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;
- - Sportfederaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse Gemeenschap;
- - "La Médiathèque", erkend en gesubsidieerd krachtens het Koninklijk Besluit van 7 april 1971;

NEERLEGGING-DEPOT

REGISTR.-ENREGISTR.

11 -0V 2006

NR.  
N°

79.392/Co/329.02

29 -03- 2006

- e
- - Jeugdorganisaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 20 juni 1980 tot vaststelling van de **voorwaarden** voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de jeugdorganisaties;
  - - Lokale televisies, erkend en gesubsidieerd krachtens het artikel 74 van het decreet van 27 februari 2003 **betreffende de radio-omroep**.

Onder "**werknemers**" wordt verstaan, zowel de mannelijke als vrouwelijke werknemers.

#### **Artikel 2.**

In afwijking van het artikel 4 van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 19 november 2004 betreffende de toekenning van een **vakbondspremie** aan het personeel van de **socio-culturele** sector dat afhangt van de Franse **Gemeenschap**, zal het "Fonds intersyndical" de werkgevers ten laatste op 30 april 2006 de aanvraagformulieren betreffende de vakbondspremie voor het referentiejaar 2005 opsturen.

#### **Artikel 3.**

In afwijking van het artikel 5 van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst van 19 november 2004, zijn de werkgevers verplicht het **aanvraagformulier** tot betaling van de vakbondspremie voor het referentiejaar 2005, te bezorgen aan **alle** werknemers **samen** met de **loonfiche** van de **maand mei** 2006. Indien de werknemers geen **deel meer** uitmaken van het personeel in de maand mei 2006, zullen de werkgevers het **formulier** aan de werknemers bezorgen op het ogenblik van hun vertrek uit de instelling of zullen ze het per post opsturen uiterlijk tegen 31 mei 2006.

#### **Artikel 4.**

De in artikel 4 bedoelde aanvraagformulieren voor de vakbondspremie worden gewijzigd. Op de nieuwe formulieren zullen de gegevens vermeld zijn die voorkomen op het formulier als bijlage.

In afwijking van de hierbij gevoegde elementen **moeten**, voor het referentiejaar 2005, de werknemers die **lid** zijn van een vakbond, het ingevulde formulier terugsturen naar hun vakbond voor 31 juli 2006.

#### **Artikel 5.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2006. Zij wordt voor onbepaalde tijd gesloten.

Evenwel zullen de artikels 2, 3 en 4 tweede **alinea**, ophouden van kracht te zijn op 31 december 2006.

De bepalingen die gelden gedurende onbepaalde tijd, kunnen worden opgezegd, **mits** een opzeggingstermijn van zes **maanden** wordt nageleefd, via een ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de socio-culturele sector van de Franstalige en de Duitstalige Gemeenschap en het Waalse Gewest, die er de andere partijen van op de hoogte brengt.

**"FONDS INTERSYNDICAL" VAN DE SECTOREN VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

Nr

**SOCIO- CULTURELE SECTOR**

**AANVRAAG VAN EEN VAKBONDSPREMIE BOEKJAAR  
200... - TE BETALEN IN 200...**

Dit formulier wordt overhandigd in het kader van de betaling van de vakbondspremie aan het personeel van de NON-PROFITsectoren die afhangen van de Franse Gemeenschap en die uitsluitend behoren tot de op keerzijde vermelde sectoren.  
De werknemers die lid zijn van een vakbond moeten dit formulier ingevuld terugbezorgen aan hun vakorganisatie voor de maand maart 200...

**IN TE VULLEN DOOR DE WERKGEVER**

**IDENTIFICATIE VAN DE WERKGEVER**

Stempel van de werkgever

NAAM VAN DE INSTELLING : .....

ADRES: .....

RSZ nr : ..... P.S.C. 329.02

SECTOR(EN) : *gelieve op keerzijde van dit document, de sector(en) waartoe u behoort aan te kruisen*

**IDENTIFICATIE VAN DE WERKNEMER**

NAAM.....VOORNAAM .....

ADRES: .....

PERIODE VAN DE TEWERKSTELLING : .....

DEEL VAN DE TEWERKSTELLING : .....

Ik verklaar dat dit document eerlijk en volledig is ingevuld.

Handtekening van de werkgever of zijn vertegenwoordiger : .....

**IN TE VULLEN DOOR DE WERKNEMER**

VAKORGANISATIE: .....

AANSLUITINGSNR. : .....

DATUM VAN AANSLUITING : .....

REKENINGNR. VOOR TERUGBETALING : ..... / ..... / .....

VAKBONDSBIJDRAGE : • voltijds                      • deeltijds

Ik verklaar dat dit document eerlijk en volledig is ingevuld.

Datum : ..... Handtekening : .....

- Productie- en gastateliers, erkend en gesubsidieerd krachtens het **besluit** van de Executieve van 26 **juli** 1990 betreffende de erkenning en de betoelaging van de **productieateliers** en de gastateliers voor films en **videogrammen** en door het besluit van 23 februari 2000 tot erkenning van de V.Z.W. "Atelier de création sonore et radiophonique" als onthaalstructuur inzake creatie op radio;
- **Bibliotheken**, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 februari 1978 tot instelling van de Openbare Dienst voor Lectuurvoorziening, gewijzigd door de decreten van 21 oktober 1988, 19 juli 1991 en 30 **november** 1992, voor zover het betrekking heeft op de privaatrechtelijke verenigingen en stichtingen erkend als openbare bibliotheken;
- Culturele centra, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, gewijzigd door het decreet van 10 **april** 1995;
- Jeugdhuisen, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 20 juli 2000, tot bepaling van de voorwaarden voor de erkenning en de subsidiering van jeugdhuisen, van **ontmoetings-** en **accommodatiecentra**, van jongeren **informatiecentra** en van hun federaties;
- Organisaties voor permanente opvoeding, erkend en gesubsidieerd krachtens het Koninklijk Besluit van 5 **september** 1921, het Koninklijk Besluit van 4 april 1925, het Koninklijk Besluit van 16 juli 1971, het decreet van 8 april 1976 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de organisaties voor permanente **vorming** van de volwassenen in het **algemeen** en aan de organisaties voor de sociaal-culturele bevordering van de arbeiders en het decreet van 17 juli 2003 met betrekking tot de steun aan het verenigingsleven op het gebied van de permanente opvoeding;
- Sportfederaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 26 april 1999 tot organisatie van de sport in de Franse **Gemeenschap**;
- "La Médiathèque", erkend en gesubsidieerd krachtens het Koninklijk Besluit van 7 april 1971;
- Jeugdorganisaties, erkend en gesubsidieerd krachtens het decreet van 20 juni 1980 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de jeugdorganisaties;
- Lokale televisies, erkend en gesubsidieerd krachtens het artikel 74 van het decreet van 27 februari 2003 betreffende de **radio-omroep**.

**N.B. Enkel de door het "Fonds Intersyndical des Secteurs de la Communauté Française" genummerde en verstrekte formulieren zullen in aanmerking worden genomen.**